

PRÉFACE

Par cette publication, nous prolongeons notre rapport *La Hongrie tourne le dos à L'Europe*. Rédigé à l'automne 2019 et publié en janvier 2020, cette première contribution avait déjà été l'œuvre "d'intellectuels hongrois qui souhaitent informer les opinions hongroise et internationale ainsi que les institutions européennes, des graves préjudices que les différents gouvernements Orbán avaient fait subir depuis 2010 à l'éducation, la recherche, la culture et les médias dans notre pays".¹

Si nous poursuivons notre travail, c'est que la situation s'est encore dégradée en Hongrie entretemps: les dérives autoritaires du régime d'Orbán ont empiré, le démontage de l'État de droit a continué et le "combat culturel" mené par le gouvernement a redoublé d'intensité, causant de plus en plus de dégâts dans le domaine de la culture.

Nous constatons de concert que le gouvernement met à profit des subventions versées par l'Union Européenne pour mettre en place une autocratie du XXI^e siècle ouvertement anti-européenne. Cette dernière a pris l'État en otage, a réduit à des coquilles vides les instances de contrôle et de régulation indispensables au fonctionnement des institutions démocratiques d'un État de droit, a opéré une mainmise sur les médias et érigé la corruption en système.

Depuis quelque temps néanmoins, le régime d'Orbán montre des signes d'essoufflement. Le parti de droite *Fidesz* est isolé à l'intérieur de l'Union Européenne et est soumis à la pression d'une opposition qui émerge désormais en Hongrie. Les résultats risquent d'être serrés lors des élections législatives du mois d'avril, ce qui ne manque pas de pousser le gouvernement à multiplier sans scrupules les mesures irresponsables. Un fait sans doute majeur de ces deux dernières années a été la mise en place par le *Fidesz* d'un État parallèle qui lui permettra, en cas de défaite électorale, de continuer à contrôler certains secteurs.

Pour opérer ces transferts de pouvoir, des instruments-clé ont vu le jour sous forme de nouvelles fondations – il s'agit en fait de sociétés fiduciaires investies de compétences à caractère public – auxquelles le gouvernement attribue des fonds et des biens publics représentant des sommes astronomiques.

La rhétorique de plus en plus militariste de la propagande gouvernementale, la surveillance secrète des opposants et les diffamations dont ils sont victimes, accusés de prétendus délits de corruption, sont imputables à la peur du régime de perdre le pouvoir.

¹ Page 5 de notre premier rapport (2020) <http://oktatoihalozat.hu/wp-content/uploads/2020/03/angol.pdf>

Dans ce deuxième rapport,² nous nous efforçons d'une part de résumer les événements ayant marqué les deux dernières années et d'autre part de le compléter en couvrant des domaines que nous n'avions pu traiter lors de notre analyse précédente. Nous consacrons par exemple un chapitre spécifique à la question du genre et à la politique du régime Orbán à l'encontre des femmes ainsi qu'à la dégradation dramatique de la situation des personnes LGBTQI. La nouvelle collusion entre l'Église et l'État ainsi que les controverses autour de la gestion de la pandémie de Covid par le gouvernement font également l'objet de chapitres à part entière.

Dans le chapitre consacré à l'éducation, nous nous penchons cette fois-ci non seulement aux changements constatés ces deux dernières années dans l'enseignement public aux niveaux primaire, secondaire et universitaire, mais aussi à l'évolution dans les formations professionnelle et permanente depuis 2010. Le chapitre dédié à la recherche inclue la problématique de l'innovation aussi. Cette fois encore, nous ne prétendons pas à l'exhaustivité, mais souhaitons mettre l'accent sur les sujets qui nous semblent les plus essentiels.

Comme le précédent, ce rapport a été rédigé par des chercheurs, des universitaires et des représentants des professions évoquées dans les divers domaines. Nombre d'entre eux militent par ailleurs au sein d'organisations de la société civile.

Ont participé à l'élaboration de ce texte les organisations de la société civile et les organisations non-gouvernementales suivantes.

Hungarian Academy Staff Forum (Akadémiai Dolgozók Fóruma), Civil Platform for Public Education (Civil Közoktatási Platform), Eötvös Károly Policy Institute (Eötvös Károly Közpolitikai Intézet), FreeSZFE Society (Freeszfe Egyesület), Mertek Media Monitor (Mérték Médiaelemző Műhely), Association for Historic Building Conservation (Régi Épületek Kutatóinak Egyesülete), Stadium 28 Circle (Stádium 28 Kör), Society of Hungarian Authors (Szépirok Társasága).

Le Réseau des Universitaires *Oktatói Hálózat* (OHA) a été à l'initiative de ces travaux et les a coordonnés.³

Nous tenons à remercier tous ceux qui ont permis cette publication grâce à un financement participatif. Notre gratitude va tout particulièrement à la Fondation Marion Dönhoff qui a attribué des bourses à deux de nos auteurs.

² Notre rapport précédent en anglais peut être téléchargé via le lien suivant: <http://oktatoihalozat.hu/wp-content/uploads/2020/03/angol.pdf>. Le lien pour le deuxième rapport en anglais : <http://oktatoihalozat.hu/hungary-turns-its-back-on-europe-2/>

³ Le Réseau des Universitaires hongrois est une organisation indépendante d'enseignants et de chercheurs de l'enseignement supérieur en Hongrie : <http://oktatoihalozat.hu>, dernière actualisation: 30. 12. 2021.